



HAL
open science

Master Administration économique, sociale et culturelle Rapport Hcéres

► **To cite this version:**

Rapport d'évaluation d'un master. Master Administration économique, sociale et culturelle. 2011, Université de Bourgogne. hceres-02041384

HAL Id: hceres-02041384

<https://hal-hceres.archives-ouvertes.fr/hceres-02041384v1>

Submitted on 20 Feb 2019

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Evaluation des diplômes Masters – Vague B

ACADEMIE : DIJON

Etablissement : Université de Bourgogne - Dijon

Demande n° S3MA120000468

Domaine : Droit, économie, gestion

Mention : Administration économique, sociale et culturelle

Présentation de la mention

La mention « Administration économique, sociale et culturelle » est une formation pluridisciplinaire qui prépare aux métiers du management public et privé nécessitant des compétences en gestion des ressources humaines, finances locales et gestion des projets culturels et sociaux.

La mention comporte deux spécialités de master 1 :

- « Administration et gestion des entreprises » (AGE),
- « Administration et gestion des territoires » (AGT).

Au niveau du M2, la mention comporte quatre spécialités :

- « Finances des collectivités territoriales et des groupements » (FCTG),
- « Reponsable de la commande publique » (RCP),
- « Ingénierie de projets interculturels et internationaux » (IPII),
- « Gestion des ressources humaines » (GRH). Cette dernière désormais principalement portée par la mention de master « Sciences du management » du même établissement.

En outre, la mention comprend une formation sur deux ans, exclusivement en formation continue :

- « Développement social ».

Indicateurs

Effectifs constatés	120 à 140 (M1) 63 à 69 (M2)
Effectifs attendus	140 (M1) 68 à 73 (M2)
Taux de réussite	79 à 89 % (M1) 87 à 96 % (M2)
Résultat de l'évaluation des enseignements par les étudiants (taux de réponses)	NR
Résultat de l'analyse à 2 ans du devenir des étudiants diplômés ou non (taux de réponses)	NR
Résultat de l'analyse à 2 ans de la formation par les sortants (taux de réponses)	NR

Bilan de l'évaluation

- Appréciation globale :

De façon cohérente avec son intitulé, la mention propose une formation pluridisciplinaire (droit, gestion, économie, culture) qui constitue un débouché adapté pour les titulaires d'une licence d'administration économique et sociale. La formation dispensée est de qualité, avec au niveau du master 2 un positionnement clair sur des débouchés professionnels clairement identifiés et substantiels.

La création d'une spécialité de M2 complète utilement les possibilités de poursuite en M2 au sein de la mention à l'issue de la première année. L'articulation entre M1 et M2 reste cependant la principale faiblesse de la mention, caractérisée par un écart trop grand entre l'effectif de M1 et l'effectif de M2, ainsi que par la présence, au sein de la mention, du M1 AGE, dont le principal débouché est la spécialité de M2 GRH, désormais intégrée au master de « Sciences de management ».

La spécialité « Développement social » déploie sur deux ans un dispositif pédagogique laissant à la recherche une place qui apparaît comme disproportionnée au regard des objectifs de la spécialité (formation professionnelle exclusivement dans le cadre de la formation continue, sans poursuite d'études en doctorat).

La mention se donne pour objectif de former à l'utilisation des outils et méthodes du management dans les secteurs privés et publics, notamment en matière de gestion du territoire, commande publique, gestion des ressources humaines, management de projet culturel et développement social.

Le profil des spécialités de master 2, avec notamment un positionnement original pour certaines d'entre elles, permet à la mention de se positionner favorablement dans l'environnement régional et national. La mention s'appuie d'une part sur un ensemble de cinq centres de recherche, dont 3 UMR (unité mixte de recherche), dans les domaines juridiques, économiques, de la gestion et de la culture, d'autre part sur un réseau de professionnels étoffé et des partenariats avec l'Institut régional supérieur du travail éducatif et social (IRTESS), le Centre national de la fonction publique territoriale, ainsi que l'Université de Franche-Comté et l'IUP Diderot. L'ouverture internationale est un point faible du dossier, en particulier au niveau des possibilités de mobilité pour les étudiants français. Le positionnement de la mention au sein de l'Université de Bourgogne - Dijon est rendu délicat par le rattachement du M2 GRH à la mention de master « Sciences du management ».

Le recrutement est essentiellement local, hormis pour le M2 IPII. Les effectifs et les taux de réussite sont satisfaisants. Cependant, le décalage entre les effectifs de M1 et M2 est trop grand et le projet présenté ne paraît pas de nature à régler ce problème.

- Points forts :

- Le positionnement clair des spécialités de M2 sur des métiers.
- La pluridisciplinarité et l'adossement scientifique à des équipes reconnues.
- Le travail intéressant, en amont du master, sur le recrutement.
- L'organisation annuelle d'un forum des métiers en M1 en lien avec les stages.

- Points faibles :

- Le déséquilibre des effectifs de M1 et de M2, qui rend difficile la poursuite d'études au sein de la mention pour les étudiants issus des M1, en particulier pour les étudiants du M1 AGE.
- L'articulation entre M1 et M2 qui pose problème, en particulier le fait que le M1 AGE prépare essentiellement au master 2 GRH qui est désormais principalement porté par une autre mention.
- Le fort décalage entre les objectifs et le dispositif pédagogique de la spécialité « Développement social ».

Notation

- Note de la mention (A+, A, B ou C) : B



Recommandations pour l'établissement

Pour rééquilibrer les effectifs entre M1 et M2 et assurer une meilleure articulation entre M1 et M2 au sein de la mention, plusieurs pistes pourraient être explorées :

- réintégrer le M2 GRH dans la mention, en prenant en compte l'effet sur la mention « Sciences du management »,
- rattacher le M1 AGE à la mention « Sciences du management »,
- rapprocher les deux mentions de master.

Une refonte en profondeur de la maquette de la spécialité « Développement social », afin de ramener la place accordée à la recherche à un niveau plus cohérent avec les objectifs de la formation et le devenir constaté des diplômés clarifierait utilement le positionnement de cette spécialité.

Un rapprochement ou la mutualisation de certains aspects de la formation entre la spécialité « Responsable de la commande publique » et la spécialité « E-achats et marchés » de l'Université de Franche-Comté pourrait être examiné.

Appréciation par spécialité

Développement social

- Présentation de la spécialité :

Cette spécialité sur deux ans, ouverte uniquement en formation continue, accueille des professionnels du travail social et leur permet de reprendre une formation en vue d'accéder à de nouvelles responsabilités dans le domaine de l'organisation et du développement de l'action sociale.

Cette spécialité est développée en partenariat avec l'Institut régional du travail éducatif et social (IRTESS). Les étudiants reçoivent à l'issue de la formation le diplôme de master de l'Université de Bourgogne - Dijon et le Diplôme d'Etat d'ingénierie sociale (Ministère des Affaires sociales).

La formation dure trois ans, avec deux inscriptions en M1 et une inscription en M2. L'équipe pédagogique associe des intervenants de l'Université de Bourgogne et des extérieurs, notamment de l'IRTESS.

La formation fait une large place à la recherche.

- Indicateurs :

Effectifs constatés	22 à 29
Effectifs attendus	15 à 20
Taux de réussite	96 %
Résultat de l'évaluation des enseignements par les étudiants (taux de réponses)	NR
Résultat de l'analyse à 2 ans du devenir des étudiants diplômés ou non (taux de réponses)	NR
Résultat de l'analyse à 2 ans de la formation par les sortants (taux de réponses)	NR

- Appréciation :

Le profil de cette spécialité est, malgré un positionnement professionnel clair, rendu confus par la présence d'un volumineux parcours « recherche ». La formation à et par la recherche représente 19 crédits européens (ECTS) en M1 et 22 en M2, ce qui paraît excessif pour une formation qui se décrit comme « principalement à finalité professionnelle ». On peut par ailleurs noter l'absence de poursuite d'études des étudiants, y compris en thèse de doctorat.

Le déroulement de la formation sur trois ans sort du cadre LMD (licence-master-doctorat).

- Points forts :

- Le partenariat avec l'IRTESS.
- Le taux de réussite et l'impact sur la carrière des diplômés.

- Points faibles :

- Le poids excessif de la recherche dans la formation.
- L'organisation en 3 ans du master.
- Les effectifs prévisionnels inférieurs aux effectifs constatés dans le passé, sans explication donnée.

Notation

- Note de la spécialité (A+, A, B ou C) : B

Recommandations pour l'établissement

Il paraît souhaitable de refondre profondément la maquette afin de la mettre en cohérence avec les objectifs professionnels de la formation. Une initiation à la recherche ou une ouverture sur la recherche devrait bien sûr être maintenue, mais dans des proportions fortement réduites.

Dans la mesure où la formation se déroule de façon systématique sur trois ans, il conviendrait de réfléchir à la possibilité de mieux la valoriser dans un cadre LMD sur 3 années, en mettant en place un parcours de L3 spécifique, chaque année donnant lieu à validation de 60 ECTS.

Finances des collectivités territoriales et des groupements

- Présentation de la spécialité :

La spécialité forme des spécialistes des finances publiques locales à destination du secteur privé et du secteur public. Elle prépare également aux concours de la fonction publique.

La formation fonctionne en partenariat avec le Centre national de la fonction publique territoriale (CNFPT), dont la formation est réservée aux lauréats des concours de la fonction publique. Dans le cadre de ce partenariat, les étudiants peuvent suivre les stages proposés par le CNFPT.

- Indicateurs :

Effectifs constatés	17 à 22
Effectifs attendus	25 à 28 (dont 3 à 4 en FC)
Taux de réussite	100 %
Résultat de l'évaluation des enseignements par les étudiants (taux de réponses)	100 %
Résultat de l'analyse à 2 ans du devenir des étudiants diplômés ou non (taux de réponses)	100 %
Résultat de l'analyse à 2 ans de la formation par les sortants (taux de réponses)	NR

- Appréciation :

La spécialité répond à une demande importante. Les enseignements sont adaptés aux objectifs et l'équipe pédagogique est en cohérence avec le projet. Cependant, le nombre d'intervenants académiques apparaît restreint et l'adossement à la recherche ne repose que sur trois intervenants.

- Points forts :

- Les débouchés avérés.
- Les très bons taux de réussite.
- Le partenariat avec le CNFPT.

- Points faibles :

- La faiblesse de la formation à la recherche.
- La faiblesse de l'ouverture internationale : des projets existent, mais restent à mettre en œuvre.

Notation

- Note de la spécialité (A+, A, B ou C) : A

Recommandations pour l'établissement

On ne peut que recommander la mise en œuvre effective des différents projets décrits, tant en matière de communication que de relations internationales.

Responsable de la commande publique

- Présentation de la spécialité :

Cette spécialité de M2 est un projet de création. L'objectif affiché est de former des spécialistes de la commande publique maîtrisant, au-delà du code des marchés publics, la dimension pluridisciplinaire de cette activité.

Il s'agit d'une formation en alternance, ouverte à la formation continue (FC).

- Indicateurs :

Effectifs constatés	SO
Effectifs attendus	15 en formation initiale par alternance, 10 à 15 en FC
Taux de réussite	SO
Résultat de l'évaluation des enseignements par les étudiants (taux de réponses)	SO
Résultat de l'analyse à 2 ans du devenir des étudiants diplômés ou non (taux de réponses)	SO
Résultat de l'analyse à 2 ans de la formation par les sortants (taux de réponses)	SO

- Appréciation :

Il s'agit d'une formation pluridisciplinaire, essentiellement tournée vers le droit et la gestion, mais dans laquelle l'économie est peu présente.

La formation répond à une demande, le positionnement est donc intéressant et le projet bien construit.

La formation constitue un débouché supplémentaire pour les diplômés du M1 et, plus généralement, pour les étudiants provenant de la filière AES (administration économique et sociale).

- Points forts :

- La pertinence du positionnement.
- L'implication de la direction de la commande publique du Conseil régional de Bourgogne dans la préparation du projet et son fonctionnement futur (stages).

- Point faible :

- La faiblesse de l'ouverture internationale.

Notation

- Note de la spécialité (A+, A, B ou C) : A

Recommandations pour l'établissement

La présentation du projet ne permet pas de déterminer dans quelle mesure les apports très importants de la théorie économique dans ce domaine, via notamment les travaux sur les enchères, sont pris en compte. Il est également difficile de déterminer dans quelle mesure le problème de la collusion dans les appels d'offre, abondamment analysé par les économistes, est pris en compte. Il serait possible, sur ce point, de mobiliser des professionnels de la DGCCRF (Direction générale de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes) ou de l'Autorité de concurrence. Ces différents aspects des marchés publics mériteraient une place importante dans la formation, place qu'il faudrait leur donner s'ils ne l'ont pas déjà. Un rapprochement avec la spécialité « E-achats et marchés » de l'Université de Franche-Comté permettrait d'atteindre cet objectif et devrait donc être envisagé. Ce serait d'autant plus souhaitable que ces deux formations ont des objectifs qui se recoupent largement, tandis que leurs points forts sont tout à fait complémentaires.

Ingénierie des projets interculturels et internationaux

- Présentation de la spécialité :

L'objectif premier de cette spécialité est de former des spécialistes de la conception et de la mise en œuvre de projets interculturels.

Il s'agit d'une formation à finalité professionnelle et recherche qui vise donc également à former les étudiants à et par la recherche. La formation est adossée à deux laboratoires de recherche. Les étudiants réalisent tous un mémoire de recherche. Le montage d'un colloque international est un aspect intéressant de la formation.

Un tiers de l'effectif est constitué d'étudiants en formation continue (FC).

- Indicateurs :

Effectifs constatés	25 à 33
Effectifs attendus	15 en FI, 10 en FC, 2 en apprentissage
Taux de réussite	78 à 90 %
Résultat de l'évaluation des enseignements par les étudiants (taux de réponses)	NR
Résultat de l'analyse à 2 ans du devenir des étudiants diplômés ou non (taux de réponses)	NR
Résultat de l'analyse à 2 ans de la formation par les sortants (taux de réponses)	NR

- Appréciation :

Le M2 IPII est une formation de qualité, en adéquation avec ses objectifs professionnels, et bénéficie d'une bonne reconnaissance au niveau national.

En ce qui concerne la recherche, l'adéquation du dispositif aux objectifs de la formation est moins claire, ainsi que les résultats (nombre de doctorats...).

- Points forts :

- La notoriété nationale.
- Le bon placement des étudiants.
- Les échanges internationaux qui semblent actifs, malgré l'absence de données précises.

- Point faible :

- Les effectifs affichés sont très satisfaisants, mais il apparaît que la pratique de réinscription des étudiants pour une deuxième année afin de boucler leur mémoire est courante, ce qui rend difficile la lecture de l'effectif. Cette pratique, qui vise à prolonger la durée de la formation, n'est pas en accord avec les principes du LMD.

Notation

- Note de la spécialité (A+, A, B ou C) : A

Recommandations pour l'établissement

Les débouchés effectifs en matière de recherche devraient être évalués avec soin avant de statuer sur l'opportunité d'un affichage professionnel et recherche.

Il pourrait être envisagé d'inclure dans la maquette de M1 des enseignements destinés à préparer les étudiants intéressés au master 2 IPII afin qu'ils puissent satisfaire à leurs obligations pendant l'année universitaire, sans avoir à se réinscrire. Cependant, l'origine très variée des étudiants du M2, bien au-delà des M1 de la mention, relativise sans doute l'intérêt de cette mesure.

Gestion des ressources humaines

- Présentation de la spécialité :

La spécialité de master est proposée en alternance. Elle s'inscrit dans le prolongement du master 1, option « Gestion des ressources humaines » (GRH), proposé par l'IAE. Elle vise à former les étudiants aux postes de direction dans le domaine de la gestion des ressources humaines. L'objectif scientifique est de permettre aux étudiants d'acquérir une capacité d'analyse et de prise de recul sur leurs pratiques. Les intervenants sont des enseignants-chercheurs et des professionnels (à hauteur de 55 %).

- Indicateurs :

Effectifs constatés (M2)	20 en 2008/09 22 en 2009/10
Effectifs attendus	2 en formation initiale 13 en formation continue 10 en alternance
Taux de réussite	100 % en 2008/09 100 % en 2009/10
Résultat de l'évaluation des enseignements par les étudiants (taux de réponses)	Evaluations des cours par les étudiants. Résultats traités statistiquement et communiqués aux intervenants.
Résultat de l'analyse à 2 ans du devenir des étudiants diplômés ou non (taux de réponses)	Base de données riche sur le suivi des anciens (contrat, salaire), suivi à 1, 3, 6 et 12 mois après le diplôme.
Résultat de l'analyse à 2 ans de la formation par les sortants (taux de réponses)	Enquête réalisée en mai 2010.

- Appréciation :

La formation, reconnue au niveau national (troisième au classement Liaisons Sociales 2009), est solide, grâce à un appui sur la participation de professionnels, sur un réseau d'anciens et sur des enseignants-chercheurs du Laboratoire de recherche en gestion de l'Université de Bourgogne - Dijon. Le dispositif de l'alternance est un atout en termes d'insertion professionnelle. Le master dispose d'un système de suivi des diplômés exemplaire ; il bénéficie d'un très bon niveau de satisfaction des diplômés (4,7/5 en 2010). Un comité pédagogique annuel, s'appuyant notamment sur les professionnels et le réseau des anciens, constitue une aide au pilotage du master.



- Points forts :
 - La formation, proposée en alternance, permet une très bonne insertion professionnelle des diplômés.
 - La formation bénéficie d'un réseau d'anciens établi, sur lequel elle s'appuie pour organiser des événements favorisant la visibilité du master.
 - Le pilotage de la formation est assuré conjointement avec des professionnels.
- Point faible :
 - L'internationalisation du diplôme est encore faible.

Notation

- Note de la spécialité (A+, A, B ou C) : A+

Recommandations pour l'établissement

Dans la mesure du possible, la dimension internationale du diplôme pourrait être améliorée, notamment grâce au recours aux professeurs invités.